



Diviser et acheter. Une nouvelle manière de concentrer les terres en Colombie.

-

Oxfam

Résumé du document

L'enquête réalisée par Oxfam sur l'acquisition de terres à grande échelle en Colombie, montre que Cargill a acheté dans la région de la Altillanura, et plus précisément dans le département de Vichada, au moins 52.576 hectares de terres qui avaient été préalablement allouées par l'Etat à des bénéficiaires de la réforme agraire, et par là même, destinées exclusivement à la production paysanne. L'Entreprise a fragmenté l'achat entre 36 sociétés, de manière à ce que chaque transaction ne dépasse pas la limite légale autorisée.

Ce cas précis s'inscrit dans un contexte d'abandon du secteur agricole qui, couplé à l'inégalité de la répartition des terres et les conflits fonciers, a donné lieu au plus long conflit armé du continent. La résolution de ce cas et bien d'autres similaires, qui contribuent à déstabiliser la situation dans les campagnes, met à l'épreuve la cohérence politique du gouvernement colombien ; qui fait face à une des plus grandes mobilisations paysannes autour du problème agraire et qui vient de s'engager, sur la table des négociations de paix à la Paz, à une distribution plus démocratique de la terre et au renforcement de l'économie paysanne.

Ce rapport, publié à l'occasion de la campagne CRECE, cherche à faire la promotion de l'investissement au profit des petits producteurs et à enrayer l'accaparement et la concentration des terres par les multinationales et les pays riches.

Éléments factuels et analytiques

Concentration des terres et inégalité en Colombie

Plus de la moitié des foyers ruraux en Colombie vivent dans la pauvreté, en grande partie à cause de la répartition extrêmement inégale des ressources productives, et tout particulièrement de la terre. Tant la pauvreté rurale que l'inégalité de l'accès à la terre ont contribué à déclencher le conflit armé interne le plus long d'Amérique latine et le seul encore en cours dans la région à ce jour. Les tentatives pour lutter contre la concentration de la terre ont été jusqu'à présent inefficaces étant donné qu'elles n'ont pas influé sur les grands domaines (latifundios). Les élites dominantes ont certainement, grâce à leur grande influence politique, freiné les lois qui encourageaient une redistribution.

Malgré le manque de données, nous savons que près de 80% de la terre est entre les mains de 14% des propriétaires. Cette concentration n'a cessé d'augmenter, l'indice de Gini est passé de 0,841 en 1960 à 0,885 en 2009. Ce chiffre place la Colombie à la 11^{ème} place sur l'échelle mondiale, des pays connaissant une plus mauvaise répartition des terres et à la seconde place des pays d'Amérique Latine, juste après le Paraguay. Les femmes font face à encore plus de difficultés pour accéder à la terre.



Selon certains rapports, 40% du territoire colombien est sous contrat avec des sociétés multinationales, que ce soit pour la production de biocarburants, l'agriculture, l'exploitation forestière ou minière. Selon la FAO les investissements étrangers dans le secteur agricole sont élevés et traduisent une « tendance évidente de mainmise des capitaux étranger sur le foncier colombien, phénomène rendu possible par une absence de régulation et à cadre légal incitatif ». Concrètement, le rapport souligne « le soutien de la coopération américaine à l'expansion des palmeraies et la collaboration d'instances étatiques brésiliennes pour l'application en Colombie, du modèle du « Cerrado » brésilien ».

Les statistiques montrent également combien, depuis l'ouverture des marchés, la superficie destinée à la production de denrées alimentaires de base a diminué alors que les monocultures industrielles destinées à produire des matières premières agricoles se sont étendues. En conséquence, la dépendance aux importations a augmenté, déficit qui s'est aggravé depuis 2006.

Cette concurrence pour l'accès à la terre et à l'eau porte atteinte aux paysanneries qui produisent une part importante des denrées alimentaires de base consommées au niveau national, et réduit les possibilités qu'ont ces dernières d'améliorer leurs conditions de vie. Les paysans et paysannes représentent plus de 80% des producteurs agricoles en Colombie et fournissent entre 38 et 64% des denrées alimentaires de base consommées au niveau national. Malgré cela, l'agriculture commerciale, surtout à grande échelle, reçoit la majeure partie de l'attention et des aides de l'Etat.

Le cas de la Altillanura et Cargill

La législation colombienne impose des limites à l'achat de terres ayant été préalablement allouées par l'Etat dans le cadre de la réforme agraire, et ce dans le but d'éviter leur concentration et de préserver leur fonction sociale. Cependant, entre 2010 et 2012, l'entreprise Cargill a acquis 52.576 hectares dans la Altillanura par le biais de 36 sociétés créées pour l'occasion. Ainsi, elle serait parvenue à échapper à la restriction légale via une opération d'achat fractionné, dépassant de 30 fois le maximum autorisé par la loi à un seul propriétaire. En raison de la disponibilité de terres improductives propices à l'implantation de l'élevage extensif d'une part, et du prix élevé des terres des autres régions, dû à la spéculation, d'autre part, la Altillanura est devenue une zone très attractive pour le développement d'activités agricoles. Par ailleurs la localisation géographique de la région, située sur l'axe Andin qui connecte le Venezuela et la Colombie à travers un couloir interocéanique au large du fleuve Orinoco, contribue également à éveiller l'intérêt des investisseurs pour la région.

Pour l'administration actuelle, le développement de la Altillanura passe par l'attraction d'un maximum d'investissement externe. La volonté de cette région est de reproduire ce que certains ont appelé « le miracle du Cerrado Brésilien » avec d'immenses étendues de monocultures. Pour attirer les investisseurs, le gouvernement a recours à des incitations de diverses natures, comme la création de zones franches et d'avantages fiscaux, l'investissement dans la sécurité ou le développement d'infrastructures.

La Orinoquia est historiquement considérée comme une zone protégée. Néanmoins ce territoire n'étant pas officiellement classé, l'expansion non régulée, dans un contexte de présence limitée voir nulle de l'Etat, des activités agropastorales, forestières et minières menace cet écosystème fragile. Par ailleurs, l'attrait croissant pour l'Altillanura entraînant l'arrivée de nouveaux acteurs, des tensions entre agro-industriels et habitants, principalement imputables à de nouveaux conflits autour de la terre et du boom de l'investissement, sont à prévoir. Enfin, dans un contexte où les groupes armés



combattent pour défendre leurs terres, où la population n'est pas protégée et où les droits sur la terre ne sont pas garantis, la population indigène pourrait demander la reconnaissance et l'élargissement des territoires qu'elle occupe, en plus de la restitution des terres accaparées.

Positionnement de l'auteur

Bien que ce ne soit pas le seul cas d'acquisition de terre à grande échelle en Colombie, le cas Cargill a valeur d'exemple. En effet étant donné la taille de l'entreprise et l'étendue des terres acquises, cette opération pourrait avoir un impact significatif au niveau national.

A travers cette étude, Oxfam souhaite créer un débat public mieux informé, en révélant des pratiques qui pourraient bien mettre en danger la production familiale et paysanne et l'accès équitable à la terre. Oxfam cherche à attirer l'attention du gouvernement, du pouvoir législatif et des organismes de contrôle sur la nécessité de réguler correctement l'acquisition de terres à grande échelle, à améliorer la législation existante et à faire en sorte que les lois et principes constitutionnels soient respectés, tel que le recommandent les Directives Volontaires pour une Gouvernance Responsable des Régimes Fonciers, adoptées en 2012 et selon lesquelles : toute entreprise qui investit doit « prendre en compte les mécanismes de gestion des risques adéquats pour prévenir et faire face aux répercussions négatives sur les droits humains et les droits légitimes de propriété ». L'investissement de Cargill devrait être révisé à la lumière de ces directives, que l'entreprise a déclaré soutenir.

Au-delà de la question de savoir si Cargill a agi conformément à la législation colombienne, les faits démontrent que l'Etat a failli à son devoir de préserver la fonction sociale et environnementale des terres qui avaient été distribuées dans le cadre de la réforme agraire.

Dans le cas de la Colombie, le PNUD avait déjà attiré l'attention sur le caractère discriminatoire et exclusif des politiques d'investissement dans le secteur agricole. Pour pouvoir se développer et être compétitive, l'agriculture paysanne nécessite, comme l'agriculture industrielle, un environnement adéquat, avec des infrastructures et des services publics qui permettent un accès aux ressources productives et financières, technologiques, d'information et aux marchés.

Dans un contexte de grève du secteur agricole et de mobilisation sociale sans précédent dans le pays, le débat sur la thématique du développement rural se focalise sur la « Réforme Rurale Intégrale » et une nouvelle loi sur le développement rural, ainsi que sur de diverses mesures législatives sensées réguler l'achat massif de terres par des étrangers.

En l'absence de réponses adéquates aux acquisitions massives de terre, la multiplication de cas comme celui de Cargill pourraient fragiliser les efforts fournis par le gouvernement pour impulser une vraie réforme structurelle dans les campagnes. Cette réforme doit à la fois bénéficier aux petits producteurs et productrices, et servir de base à un processus de paix (l'accès à la terre est le premier point à l'agenda du dialogue pour la paix qui se déroule à la Havane entre le gouvernement colombien et les FARC) en réparant les dommages causés aux victimes du conflit. En cas d'immobilisme, le message envoyé par le gouvernement serait le suivant : la protection des intérêts du puissant secteur agroindustriel national ou étranger est prioritaire sur la réduction des inégalités et la mise en place de politiques de soutien au secteur paysan, notamment indigène et d'origine africaine. La résolution du cas de Cargill et d'autres exemples similaires constitue donc un test de cohérence politique pour le gouvernement colombien.

